

Audience publique du 18 juin 2009

Recours formé par
la société X. S.A., ...
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière de remise d'impôts

JUGEMENT

Vu la requête, inscrite sous le numéro 23757 du rôle, déposée le 7 décembre 2007 au greffe du tribunal administratif par Madame Y., demeurant à L-..., au nom de la société anonyme X., établie à L-..., et dirigée contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 10 septembre 2007 portant rejet de la demande de remise d'impôts sur salaires des années 2003 et 2004 et d'intérêts par voie gracieuse introduite en son nom le 25 août 2005 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 7 mars 2008 ;

Vu les pièces versées en cause et la décision directoriale critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Madame Y. en ses explications et Monsieur le délégué du gouvernement Claude Lick en sa plaidoirie à l'audience publique du 24 septembre 2008 ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport complémentaire, ainsi que Madame Y. en ses explications et Monsieur le délégué du gouvernement Claude Lick en sa plaidoirie à l'audience publique du 19 janvier 2009 ;

Vu les pièces supplémentaires déposées à la demande du tribunal au greffe du tribunal administratif le 19 janvier 2009 ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport complémentaire, ainsi que Madame Y. en ses explications et Monsieur le délégué du gouvernement Claude Lick en sa plaidoirie à l'audience publique du 2 mars 2009.

Par courrier du 25 août 2005, Madame Y. s'adressa, au nom de la société anonyme X., au directeur de l'administration des Contributions directes pour solliciter une remise d'impôts sur salaires des années 2003 et 2004 et d'intérêts par voie gracieuse,

en faisant valoir que les activités de la société X. auraient été reprises par une autre société en 2004, de sorte que la société ne disposerait ni d'avoirs ni de revenus.

Le 10 septembre 2007, le directeur des Contributions rejeta cette demande à travers une décision en matière gracieuse (n° du rôle GR 125.2005) au terme de la motivation suivante :

« Vu la demande présentée le 25 août 2005 par la dame Y., au nom de la société anonyme X., établie à L-... ayant pour objet une remise d'impôts sur salaires des années 2003 à 2004 et d'intérêts par voie gracieuse ;

Vu le paragraphe 131 de la loi générale des impôts (AO), tel qu'il a été modifié par la loi du 7 novembre 1996 ;

Considérant que la demande est motivée par des considérations qui mettent en cause une situation financière difficile ;

Considérant qu'en vertu du paragraphe 131 AO, sur demande dûment justifiée endéans les délais du paragraphe 153 AO, le directeur de l'administration des contributions directes accordera une remise d'impôt ou même la restitution, dans la mesure où la perception de l'impôt dont la légalité n'est pas contestée, entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable ;

Considérant que sur le plan d'une rigueur objectif (sic !), il ne saurait être question d'iniquité en ce qui est de la retenue, de la déclaration et du versement des impôts sur les traitements et salaires à effectuer par l'employeur en vertu de l'article 136 L.I.R. ;

Considérant qu'une remise pour rigueur subjective n'est justifiée que si la situation personnelle du contribuable est telle que le paiement de l'impôt compromet son existence économique et le prive des moyens de subsistance indispensables ;

Considérant qu'une telle rigueur excessive au sens prévisé, n'a pas été rapportée à suffisance de droit la preuve (sic !) et que partant le moyen afférent est à rejeter ;

Il résulte des considérations qui précèdent qu'une remise gracieuse n'est pas accorder (sic !).».

Par requête déposée le 7 décembre 2007 au greffe du tribunal administratif, Madame Y., au nom de la société X., a introduit un recours tendant en substance à la réformation de la décision du directeur du 10 septembre 2007.

Pour répondre à la fin de non recevoir soulevée d'office par le tribunal quant à la qualité de Madame Y. à agir en justice pour le compte de la société X., Madame Y. a versé des actes sociaux de la société, à savoir un certificat délivré par le notaire Paul

Bettingen attestant la constitution de la société en date du 7 mars 2002, ainsi que le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société tenue en date du 15 octobre 2003 devant notaire et ayant eu pour objet une augmentation du capital social.

Il résulte des dispositions de l'article 53 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, que la société anonyme est représentée à l'égard des tiers et en justice par le conseil d'administration. Toutefois, les statuts peuvent donner qualité à un ou plusieurs administrateurs pour représenter la société en justice, soit seuls, soit conjointement.

En l'espèce, force est de constater que le tribunal est saisi par une requête présentée par Madame Y. pour la société X.. Les statuts de la société versés en cause ne contiennent pas de disposition relative à la représentation de la société en justice.

S'il ressort certes des pièces produites par Madame Y. que lors de la constitution de la société X. en date du 7 mars 2002, Madame Y. a été nommée comme administrateur-délégué, il se dégage toutefois du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société X., qui s'est tenue le 1^{er} juillet 2002, figurant au dossier fiscal que Madame Y. a démissionné de son poste d'administrateur-délégué, tout en restant membre du conseil d'administration et une autre personne a été nommée comme administrateur-délégué.

Il y a partant lieu de retenir qu'au jour de l'introduction de la requête, Madame Y. était uniquement membre du conseil d'administration de la société.

Or, dans la mesure où les statuts de la société X. ne confèrent pas qualité à un administrateur pour agir seul en justice pour la société et dans la mesure où Madame Y. ne produit pas de mandat l'habilitant à ester en justice au nom de la société X., le recours est à déclarer irrecevable pour défaut de représentation valable dans le chef de la société X..

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

déclare le recours irrecevable ;

condamne la société demanderesse aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Catherine Thomé, premier juge,
Martine Gillardin, premier juge,

et lu à l'audience publique du 18 juin 2009 par le premier vice-président, en présence du greffier Claude Legille.

s. Claude Legille

s. Carlo Schockweiler